



Lundi 6 mai 2019

« Le plein-emploi passe par l'Artisanat »

**Mobilisation nationale et territoriale pour l'emploi et les transitions à Matignon
Les propositions de Bernard STALTER,
Président du réseau des Chambres de Métiers et de l'Artisanat**

« **Le plein-emploi passe par l'Artisanat** » a déclaré ce matin Bernard STALTER, Président du réseau des Chambres de Métiers et de l'Artisanat, à l'occasion de la réunion organisée par le Premier ministre Edouard PHILIPPE, dans le cadre de la mobilisation nationale et territoriale pour l'emploi et les transitions.

Bernard STALTER, Président du réseau des CMA, a précisé que *« l'on ne doit plus faire l'erreur de considérer que la reprise économique et la croissance passent uniquement par les grands groupes. L'Artisanat est la meilleure arme pour lutter contre le chômage et réussir le pari du plein-emploi. La reprise et la croissance, ce sont les créateurs d'emplois, c'est l'Artisanat ! »*.

Bernard STALTER, Président du réseau des CMA, a ajouté : *« L'Artisanat c'est 1,3 million d'entreprises réparties sur l'ensemble du territoire, 3,1 millions d'emplois et 140 000 apprentis formés chaque année (dont 90% trouvent un emploi en moins de 6 mois). L'Artisanat, c'est aussi une opportunité unique de devenir chef d'entreprise, de se former et de trouver un emploi avec les 700 000 offres non pourvues. Mais l'Artisanat c'est aussi un véritable enjeu d'aménagement du territoire et un moyen de lutter contre les fractures territoriales. C'est 9% de l'emploi en moyenne en France et c'est 15% dans la Creuse, le Gers et la Lozère. L'Artisanat participe également à la transition écologique avec une clientèle locale, un mode de production à petit volume et sa capacité à répondre aux besoins individuels du client »*.

Ce matin, le Premier ministre a lancé plusieurs chantiers. Bernard STALTER, Président du réseau des CMA, a **proposé des mesures très pragmatiques et légitimes, issues du Grand Débat de l'Artisanat qui s'est tenu à l'initiative du réseau des CMA, pour que l'Artisanat y trouve toute sa place :**

- **Passer de 140 à 200 000 jeunes formés dans nos CFA** car les chefs d'entreprises ont besoin de jeunes qui soient qualifiés et bien formés et sont prêts à les accueillir dans les entreprises artisanales qui maillent l'ensemble de nos territoires ;
- **Créer un choc de confiance** qui se traduirait par une exonération des charges sociales patronales pour l'embauche du premier salarié ou d'un salarié supplémentaire ;
Cette mesure permettrait de valoriser les salaires et de les rendre plus attractifs et pourrait être financée par une TVA dite compétitivité qui ciblerait les biens et services produits en dehors de l'Europe ;
- Appliquer des taux de TVA réduits pour **encourager les activités, services et produits respectueux de l'environnement et de la santé du consommateur** (mettre en place une TVA de 5,5% pour les entreprises de réparation).

Bernard STALTER a conclu son intervention *« si le diagnostic est partagé, que le cap est commun, soyez assuré Monsieur le Premier ministre que la 1^{ère} entreprise de France n'attend qu'une chose : avoir les moyens de ces objectifs ! »*.